

Paris, le 18 juillet 2016

Communiqué de presse de  
**Elisabeth Guigou**

*Présidente de la commission des Affaires étrangères  
Députée de la Seine-Saint-Denis*

Devant la tragédie de Nice, les responsables politiques doivent être exemplaires de dignité. On doit cette exemplarité aux victimes et à leurs proches, confrontés à une horreur inimaginable, aux forces de l'ordre qui montrent constamment un courage et une compétence à toute épreuve, ainsi qu'à nos concitoyens qui ne cèdent ni à la peur ni à la haine.

Le débat est légitime, bien sûr, car il faut adapter nos dispositifs sécuritaires à l'évolution de la menace et du mode opératoire des terroristes.

Mais je suis stupéfaite et atterrée devant certaines réactions de responsables de l'opposition démocratique qui me paraissent indécentes. La dignité, la vérité dite aux français doit venir aussi de l'opposition.

On ne peut pas laisser penser que le risque zéro n'existe pas (« Si tout avait été fait, ça ne se serait pas produit »), ni que le Gouvernement a sciemment négligé les mesures de sécurité (« Tout n'a pas été fait »), alors que trois lois anti-terroristes et une loi sur le renseignement ont été votées aussi par l'opposition.

Je me demande ce que feront ces responsables s'ils reviennent au pouvoir et que se produisent des attentats : remettront-ils en cause notre cadre constitutionnel ? Notre état de droit ? Et nos engagements européens et internationaux ?

Un exemple : la rétention administrative réclamée à nouveau par certains alors que nous savons qu'elle est interdite par notre constitution, comme l'a rappelé récemment le Conseil d'Etat.

L'opposition doit avoir le courage de dire aux français, comme le fait le Gouvernement, que vaincre le terrorisme prendra du temps : il y aura sans doute plusieurs alternances avant que nous y parvenions.

L'Assemblée nationale examinera demain le projet de loi sur la prolongation de l'état d'urgence, et des améliorations à nos dispositifs seront adoptées.

Mais devant la situation nouvelle créée par l'attentat de Nice, la lutte contre la radicalisation engagée par le Gouvernement est plus que jamais indispensable.

Elle doit aussi impliquer la société civile pour pouvoir repérer les personnes qui, comme le terroriste de Nice, ne sont pas connues de nos services de renseignement.

C'est une lutte idéologique et culturelle que toute la société française doit mener. Et notre communauté nationale doit le faire avec les citoyens européens et les citoyens du Sud de la Méditerranée et de l'Afrique qui vivent les mêmes tragédies du terrorisme islamiste.

A l'idéologie mortifère de Daech doit répondre un récit fondé sur les valeurs de l'humanité.